

## Librairie de "La Guerre Sociale"

116, Rue Montmartre, 116 — PARIS

### BIBLIOTHÈQUE SYNDICALISTE

|                                                                                        |      |      |
|----------------------------------------------------------------------------------------|------|------|
| Les Bases du Syndicalisme, Pouget.                                                     | » 10 | » 15 |
| Le Syndicat (Pouget)                                                                   | » 10 | » 15 |
| Le Parti du Travail (Pouget)                                                           | » 10 | » 15 |
| L'Action directe (Pouget)                                                              | » 10 | » 15 |
| A. B. C. syndicaliste (Georges Yvetot).                                                | » 10 | » 15 |
| Le Syndicalisme dans l'Évolution sociale (Jean Grave).                                 | » 10 | » 15 |
| La Confédération générale du Travail (Paul Delesalle)                                  | » 25 | » 30 |
| La Grève Générale (Aristide Briand).                                                   | » 05 | » 10 |
| Vers le Bonheur, causerie syndicale (Sébastien Faure).                                 | » 10 | » 15 |
| Syndicalisme et Révolution (M. Pierrot).                                               | » 10 | » 15 |
| Syndicalisme et Socialisme (Hubert Lagardelle, Labriola, etc.)                         | » 60 | » 70 |
| La Confédération générale du Travail (Émile Pouget)                                    | » 60 | » 70 |
| L'Action syndicaliste (Victor Griffuelhes)                                             | » 60 | » 70 |
| Le Parti socialiste et la C. G. T. (Jules Guesde, Hubert Lagardelle, Edouard Vaillant) | » 60 | » 70 |
| Voyages révolutionnaires (V. Griffuelhes).                                             | » 60 | » 70 |
| Les Instituteurs et le Socialisme (Laurin)                                             | » 60 | » 70 |
| Les Bourgeois du Travail et la C. G. T. (P. Delesalle)                                 | » 60 | » 70 |
| Le Syndicalisme révolutionnaire (Griffuelhes)                                          | » 10 | » 15 |
| La Valeur sociale du Syndicalisme (Niel)                                               | » 10 | » 15 |
| Les Objectifs de la Lutte de classe (Sorel, Griffuelhes, Niel)                         | » 60 | » 70 |
| Les Boulangers (Léon et M. Bonnell)                                                    | » 15 | » 20 |
| Les Employés (Léon et M. Bonnell)                                                      | » 15 | » 20 |
| Les Terrassiers (Léon et M. Bonnell)                                                   | » 15 | » 20 |
| Les Accidents du Travail (Union des Syndicats)                                         | » 15 | » 20 |
| Les Accidents du Travail (Bagnol et Tabary)                                            | » 25 | » 30 |

## BIBLIOTHÈQUE SYNDICALISTE

# Les Bases du Syndicalisme

par Émile **POUGET**

DIX CENTIMES

Editions de "La Guerre Sociale"

116 — Rue Montmartre — 116

PARIS

Cinquième Édition

## LES LUTTES OUVRIÈRES AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE PRODRONES DU SYNDICALISME

La conception syndicaliste n'est pas déduite d'un système hypothétique, éclose de toutes pièces en quelque cerveau et que l'expérimentation sociologique ne justifierait pas : elle découle de l'examen historique des faits et de leur interprétation clairevoyante. On peut dire qu'elle est la résultante et le couronnement de tout un siècle de luttes soutenues par la classe ouvrière contre la Bourgeoisie.

Durant tout le dix-neuvième siècle, le prolétariat a fait effort pour dégager son action de celle des partis bourgeois purement politiques. Effort considérable, car, la Bourgeoisie ayant besoin, pour gouverner sans encombre, de l'assentiment ou de l'indifférence du prolétariat, s'est évertuée, non seulement à le combattre et à le massacrer quand il se soulevait contre les exploiters, mais aussi à l'assouplir par une éducation roublarde, combinée pour le détourner de l'examen des questions économiques et pour dériver son activité vers les décevants espoirs du démocratisation.

On ne saurait trop insister sur ce point que l'œuvre d'organisation ouvrière autonome a été — et est encore ! — contrariée par toutes les forces d'obscurantisme et de réaction, et aussi par les forces démocratiques qui ne sont, sous un aspect nouveau et hypocrite, que la continuation des vieilles sociétés où une poignée de parasites s'épanouissent, grassement entretenus par le travail forcé de plèbes inconscientes.

La Bourgeoisie, par le canal de l'Etat, dont la fonction (indépendante de la forme) consiste à veiller sur les privilèges capitalistes, s'est employée à cette besogne d'étouffement et de déviation des aspirations de la classe ouvrière. Aussi, au cours de ses tentatives émancipatrices, le prolétariat a-t-il été amené à constater l'identité entre les gouvernements, d'étiquettes variées, qu'il a subies : il a passé d'un régime à l'autre sans se ressentir des changements de décor que l'Histoire enregistre avec gravité. Tous les gouvernements l'ont traité avec animosité et malveillance. S'il a obtenu d'eux une atténuation à son misérable sort, il l'a dû, non à leurs sentiments de justice ou de pitié, mais à la

crainte salutaire qu'il a su leur inspirer. A leur initiative il n'est redevable que de législations draconiennes, de mesures arbitraires, de répressions sauvages.

Ce caractère antagoniste de l'Etat et de la classe ouvrière domine tout le dix-neuvième siècle. Il acquiert toute sa signification si l'on remarque que des gouvernements, en guise d'os à ronger, ont assez facilement consenti à accorder des droits politiques au peuple, tandis qu'ils se sont montrés intraitables quand il s'est agi de libertés économiques. En ces dernières circonstances, ils n'ont cédé que sous la pression populaire.

Cette différence d'attitude de la part des dirigeants s'explique. A bien voir, la reconnaissance de droits politiques au peuple ne leur porte pas ombrage, attendu que ces babioles ne mettent pas le principe d'autorité en péril et ne sapent pas la base prolétarienne de la société.

Il en va autrement quand il est question de libertés économiques. Celles-ci sont, pour le peuple, un bien réel et elles ne peuvent s'acquérir qu'aux dépens des privilégiés. Il est donc compréhensible que l'Etat, souteneur du capitalisme, se refuse, jusqu'à toute extrémité, à céder une parcelle d'amélioration économique.

La démonstration de cette lutte permanente de la classe ouvrière contre l'Etat entraînerait à évoquer le martyrologe du peuple. Il suffira, pour indiquer la véracité et la constance de cet antagonisme, de quelques jalons historiques :

Moins de deux ans après la prise de la Bastille (en juin 1791), la Bourgeoisie, par l'organe de son Assemblée Constituante, dépouillait la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir révolutionnairement (1).

Les travailleurs n'avaient vu dans la Révolution que l'aurore de la libération économique. Ils avaient pensé qu'en brûlant les barrières de l'octroi (12 juillet 1789), ils détruisaient toutes les barrières. Il est bon d'ajouter que, le surlendemain de l'incendie des octrois de Paris, la Bastille fut prise d'assaut, non parce qu'elle était prison politique, mais parce qu'elle était un danger pour Paris insurgé, au même titre que le fut, en 1871, le Mont-Valérien.

(1) Loi Chapelier, votée, le 17 juin 1791.

Les ouvriers, prenant au mot les dithyrambes des pamphlétaires, se croyaient libérés des entraves de l'Ancien Régime. Ils commencèrent donc à s'entendre et à se grouper pour résister à l'exploitation patronale et en vinrent vite à formuler des revendications précises. La Bourgeoisie eut tôt fait de leur prouver que la Révolution était seulement *politique* et pas *économique*. Elle élabora des lois répressives et, comme les travailleurs manquaient de conscience et d'expérience, comme leur agitation était confuse et encore incohérente, il ne lui fut pas difficile d'enrayer ce mouvement.

On aurait tort de supposer que la loi Le Chapelier fût un « expédient » et que ceux qui la votèrent en ignoraient la portée sociale. Pour nous faire avaler cette interprétation fantaisiste, on objecte que les révolutionnaires de l'époque n'élevèrent contre elle aucune protestation. Leur silence démontre simplement qu'ils ignoraient le côté social de la Révolution qu'ils vivaient, et n'étaient que de purs *démocrates*. Il n'y a d'ailleurs pas à s'étonner d'un si considérable manque de clairvoyance de leur part, puisque, aujourd'hui même, nous voyons des hommes se prétendre socialistes et n'être, eux aussi, que de simples *démocrates*.

D'ailleurs, à preuve que les parlementaires de 1791 savaient ce qu'ils faisaient, c'est que, quelques mois après, en septembre 1791, la Constituante complétait la loi Le Chapelier qui n'interdisait la coalition qu'aux ouvriers industriels, par une loi qui l'interdisait aux ouvriers agricoles.

La Constituante ne fut d'ailleurs pas seule à manifester sa haine de la classe ouvrière. Toutes les Assemblées qui suivirent s'efforcèrent de resserrer les entraves attachant l'ouvrier au patron. Bien mieux, trouvant insuffisant d'avoir mis les travailleurs dans l'impossibilité de discuter et de défendre leurs intérêts, les Assemblées bourgeoises s'ingénierent à aggraver encore le malheur des prolétaires en les mettant sous l'absolue dépendance du pouvoir policier.

La Convention elle-même ne se montra pas plus sympathique à la classe ouvrière. En nivôse de l'an II elle légiférait « contre les coalitions entre « ouvriers des différentes manufactures, par écrits « ou par émissaires, pour provoquer à la cessation « du travail... »

Cette attitude de la Convention, dont pourtant le révolutionnarisme est tant louangé, nous indique clairement que les opinions politiques n'ont rien à voir avec les intérêts économiques. Ce qui le prouve mieux encore, c'est que, malgré le changement des formes gouvernementales — allant du démocratisme de la Convention, à l'autocratie de Napoléon I<sup>er</sup>, au monarchisme de Charles X, au constitutionnalisme de Louis-Philippe, — jamais ne s'atténua la sévérité des lois édictées contre les travailleurs.

Sous le Consulat (en l'an XI - 1803) fut forgé un nouveau chaînon d'esclavage : le *livret*, qui institua la mise en carte de la classe ouvrière. Puis, avec leur science de procéduriers retors et canailles, les juriconsultes qui élaborèrent le Code dont nous pâlissons encore, agencèrent tant et si bien les entraves qui ligotaient et bâillonnaient le prolétariat, que Louis XVIII et Charles X, héritiers de ce bagage, n'eurent guère à y aggraver.

Cependant, malgré les sévères interdictions légales, les travailleurs s'entendaient, se groupaient et, sous des formes anodines, — telles que mutualités, — ils constituaient des Syndicats embryonnaires qui organisaient la résistance. Ce fut au point que, les coalitions et les grèves se multipliant, le gouvernement libéral de Louis-Philippe exagéra les pénalités de la loi contre les Associations (en 1834). Mais le branle était donné ! Cette recrudescence de sévérité légale n'entrava pas la poussée ouvrière. Malgré la loi, les *Sociétés de résistance* se multiplièrent et il s'ensuivit une période d'agitations croissantes et de grèves nombreuses.

La Révolution de 1848 fut l'aboutissant de ce mouvement. Et, ce qui montre bien la dominante de la portée économique des journées de février, c'est qu'immédiatement les questions économiques primèrent toutes les autres. Malheureusement, les groupements corporatifs manquaient d'expérience. Malheureusement aussi, les travailleurs des villes ignoraient les paysans, — et réciproquement ! De sorte qu'en 1848 les paysans ne bougèrent pas, ne comprenant pas le mouvement ouvrier, de même qu'en 1852 les ouvriers ne comprirent rien à la tentative de jacquerie paysanne que Napoléon III écrasa. Malgré ces causes d'échec, — et elles ne furent pas les seules ! — tout ce qui fut alors acquis

d'amélioration fut dû à la force ouvrière : ce furent les volontés ouvrières qu'exprima la Commission du Luxembourg et que le gouvernement provisoire dut enregistrer, sous forme légale.

Aux premières heures de la Révolution, la Bourgeoisie apeurée se montra conciliante et — pour sauver le Capital — disposée à sacrifier quelques bribes de privilèges. Bientôt rassurée, tant par l'incubation au peuple du virus politique, sous le spécifique du suffrage universel, que par l'inconsistance des organisations corporatives, elle se montra d'autant plus féroce que grande avait été sa terreur. Les massacres de juin 1848 furent, pour elle, une première satisfaction. Peu après, en 1849, les représentants du Peuple, — pour bien marquer qu'ils étaient simplement les représentants de la Bourgeoisie, — légiféraient contre les coalitions qui demeuraient interdites et punies des peines qu'avait stipulées la loi de 1810.

Seulement, de même que le réactionnarisme de Louis-Philippe n'avait pas enrayé le mouvement ouvrier, de même furent impuissants à l'enrayer la réaction républicaine, ainsi que le gouvernement napoléonien qui lui succéda.

Sans se préoccuper outre mesure de la forme gouvernementale, non plus que de l'interdiction de se coaliser, les groupements corporatifs allaient se développant, en nombre et en force, tant et si bien que, par leur pression sur les pouvoirs publics, ils arrachaient la sanction légale pour les améliorations et les libertés conquises grâce à leur vigueur révolutionnaire.

C'est ainsi que, par ce que nous appelons aujourd'hui l'ACTION DIRECTE, le droit de coalition fut, en 1864, arraché au Césarisme.

Les travailleurs de toutes corporations en étaient venus à se grouper, à se coaliser, à faire grève, sans tenir aucun compte de la loi. Entre tous, les typographes se distinguaient par leur tempérament révolutionnaire et une de leurs grèves fut (en 1862, à Paris), l'incident décisif qui entraîna la reconnaissance du droit de coalition. Le gouvernement — aveugle comme tous ses pareils — s'imagina tuer l'agitation en frappant un grand coup : des arrestations en masse furent opérées ; on emprisonna toute la Commission de la Grève et aussi les plus actifs parmi les grévistes.

Cet excès d'arbitraire, bien loin de terroriser, surexcita l'opinion publique : il en résulta un tel courant d'indignation que le gouvernement dut capituler et reconnaître aux travailleurs le droit de coalition. Ce résultat fut uniquement dû à la *pression extérieure*. Il serait difficile d'en vouloir attribuer le mérite à des députés socialistes... pour l'excellente raison que le Parlement n'en contenait pas.

La conquête du droit de coalition fut un stimulant pour l'organisation syndicale qui, dès lors, devint si rapidement irrésistible que force fut à l'Etat de faire contre mauvaise fortune bon cœur; en 1868, la liberté syndicale fut reconnue en fait, par une circulaire impériale où il était dit :

« Pour l'organisation des Chambres d'ouvriers  
« en Syndicats, l'Administration doit laisser aux  
« intéressés eux-mêmes une entière liberté d'appré-  
« ciation... »

Entre temps, se développait l'*Association Internationale des Travailleurs* qui, définitivement constituée en 1864, après plusieurs tentatives antérieures infructueuses, rayonnait sur l'Europe occidentale et ouvrait des horizons nouveaux à la classe ouvrière. Horizons qu'allait obscurcir la grande crise de 1871...

Arrêtons ici, — afin de n'être pas entraîné trop loin, — ce résumé rétrospectif et tirons-en les conclusions logiques :

Il résulte, des jalons historiques que nous venons de poser qu'à l'aube du régime actuel, en 1791, le gouvernement, — en sa qualité de défenseur des privilèges de la classe bourgeoise, — nia et refusa tous droits économiques à la classe ouvrière, de façon à faire d'elle une poussière d'individus, sans contact entre eux, et par cela même, exploitables à merci.

Puis, nous voyons la classe ouvrière émerger de l'état chaotique dans lequel la bourgeoisie voudrait la maintenir : nous la voyons se grouper sur le terrain économique, abstraction faite de toute préoccupation politique. Nous voyons aussi le gouvernement, — quelle que soit son étiquette, — tenter d'enrayer la poussée prolétarienne : puis, n'y pouvant parvenir, se résolvant à sanctionner les améliorations ou les libertés acquises par les travailleurs.

Donc, ce qui domine toutes ces agitations et ces chocs sociaux, c'est que, exploités et exploités, gouvernés et gouvernants, ont des intérêts, non seulement distincts mais opposés et qu'il y a entre eux *lutte de classes*, au sens précis du mot.

Puis aussi, il ressort, du rapide exposé ci-dessus, l'explication du mouvement *syndicaliste*, indemne de toute contamination parlementaire et la justification du groupement des travailleurs, sur le solide terrain économique, base de tout progrès réel.

## L'ENTENTE POUR LA VIE, BASE DE L'ACCORD SOCIAL

La démonstration faite que le mouvement syndicaliste du vingtième siècle est, au point de vue historique, la conséquence normale des efforts de la classe ouvrière du dix-neuvième siècle, il reste à examiner la valeur de ce mouvement, au double point de vue philosophique et social.

Posons d'abord, en lignes rapides, les prémisses :  
L'HOMME EST UN ANIMAL SOCIABLE. Il ne peut — et n'a jamais pu — vivre isolé dans la nature. Il est impossible de concevoir son existence autrement que groupé en sociétés. Pour si rudimentaires qu'aient pu être les primitifs agglomérats humains, ils ont toujours été des associations.

Il n'est pas vrai, selon que l'enseignait J.-J. Rousseau, théoricien de la servitude démocratique, qu'antérieurement à leur réunion en sociétés, les hommes aient vécu à « l'état de nature » et n'en qu'aient pu sortir qu'en abdiquant, par « contrat social », une partie de leurs droits naturels.

Ces billevesées, aujourd'hui démodées, étaient très en faveur à la fin du dix-huitième siècle. C'est elles qui ont inspiré les bourgeois révolutionnaires de 1789-93 et elles continuent à être le fondement du droit juridique et des institutions qui nous étouffent.

Pour si erronés que soient les sophismes de J.-J. Rousseau, ils ont la supériorité de donner un vernis philosophique au principe d'Autorité et d'être l'expression théorique des intérêts de la Bourgeoisie. C'est pourquoi celle-ci les a fait siens; elle n'a eu qu'à les aligner en « Déclaration des Droits de

l'Homme », ainsi qu'en articles du Code, pour se constituer un parfait bréviaire d'exploitation et de domination.

Il n'est pas vrai, non plus, comme le proclament les darwinistes, que la société soit un perpétuel champ de bataille où la lutte pour l'existence est le seul régulateur entre humains. Cette théorie, aussi monstrueuse qu'erronée, donne un vernis d'hypocrisie scientifique aux pires exploitations. On explique, par elle, que l'exploiteur est un *fort*, produit de la sélection naturelle, tandis que l'exploité — un *faible* — victime des fatalités (naturelles aussi) n'a qu'à végéter ou disparaître, suivant que les *forts* ont intérêt à l'une de ces deux solutions.

Cette théorie n'a pu prendre corps que grâce à une interprétation aussi arbitraire qu'erronée des idées de Darwin. En tous cas, fut-elle exacte, elle ne pourrait s'appliquer qu'entre espèces différentes. Mais, dans une espèce donnée, la guerre est une monstruosité accidentelle. Pour d'autres espèces, vivant en association, non seulement la guerre est une monstruosité, mais l'accord est une nécessité inéluctable.

C'est ce qui s'est produit pour l'animal humain. Si, aux lointains premiers âges, il ne se fût solidarisé avec ses semblables, jamais il n'eût émergé de l'animalité. La *SOCIABILITÉ* se pose donc, pour l'Homme, non seulement comme la condition expresse de progrès, mais aussi de *VIE*.

Cette entente pour la vie, loin de constituer, à l'égard de l'être humain, une diminution d'individualité a été, pour lui, le moyen d'accroître et de multiplier son pouvoir de bien-être. L'examen des conditions réelles de *VIE*, dans l'espèce humaine, aboutit donc à la négation des théories mises en circulation par les classes dominantes, — théories qui n'ont qu'un objectif : faciliter et justifier l'exploitation et l'oppression des masses populaires.

En effet, — quoique avec des nuances théoriques, — les deux doctrines (le démocratisme à la Jean-Jacques du dix-huitième siècle et le darwinisme bourgeois du dix-neuvième) aboutissent à même conclusion : elles proclament l'esprit de sacrifice et enseignent que « la liberté de chacun a pour limite la liberté d'autrui. »

C'est grâce à elles que l'esprit de sacrifice, qui était démodé et discrédité dans son expression reli-

gieuse, a acquis un regain de vogue en devenant un principe social. Ces doctrines serinent que, par cela seul que l'être humain accepte de vivre en société, il sacrifie une part de ses droits naturels. Cette offrande, il l'effectue sur l'autel de l'Autorité et de la Propriété, et, en retour de cet abandon, il acquiert l'espoir de jouir des droits qui ont survécu au sacrifice.

Les peuples modernes, englués par ces métaphysiques — l'une à faciès scientifique et l'autre à masque démocratique, — ont plié l'échine et accepté le sacrifice. Et ils ont tellement été chapitrés et endoctrinés que des citoyens, aujourd'hui encore, qui se targuent d'être émancipés intellectuellement acceptent comme axiome indiscutable que la liberté de chacun a pour limite la liberté d'autrui.

Cette formule menteuse ne résiste pas à l'examen. Elle n'est rien moins que la proclamation d'un antagonisme constant et perpétuel entre les humains. Si elle était exacte, le progrès eût été impossible, car la Vie eût été un continuel combat de fauves enragés et, comme la Bête Humaine n'aurait pu parvenir à satisfaire ses intérêts qu'au détriment de ses semblables, c'eût été la lutte, la guerre, la férocité sans limites.

Or, malgré toutes les théories criminelles qui présentent la société comme un champ de bataille, et les hommes comme ne pouvant vivre qu'au détriment les uns des autres, et en se déchirant et se dévorant journellement, il y a eu progrès et l'idée de solidarité a fleuri quand même. C'est donc que les instincts d'entente sociale priment ceux de la lutte pour la vie.

À cette déduction on objecte que l'Etat a été un agent de progrès et que son intervention a été moralisante et pacificatrice. Cette allégation complète les sophismes cités plus haut. « L'ordre », créé par l'Etat, n'a consisté qu'à comprimer et opprimer — au profit d'une minorité de privilégiés, — la grande masse du peuple, rendue plus malléable par la croyance dont on l'a imprégnée et consistant à admettre que l'abdication d'une part de ses « droits naturels » était le premier acte de consentement au « contrat social. »

À la définition bourgeoise de la liberté, qui consacre l'esclavage et la misère, il est nécessaire d'opposer la formule contraire, qui est l'exacte expression de la vérité sociale et qui découle du principe

fondamental de « l'accord pour la lutte », à savoir : la *liberté de chacun s'accroît au contact de la liberté d'autrui*.

Cette définition, dont l'évidence est inéluctable, explique seule le développement progressif des sociétés humaines. La force expansive du principe d'entente pour la vie a une puissance dynamique supérieure aux forces de division, de répression et d'étouffement des minorités parasitaires. C'est pourquoi les sociétés ont progressé ! C'est pourquoi elles n'ont pas été que des champs de carnage, de ruines et de deuil !

Il est de notre intérêt de nous imprégner de cette notion de la liberté, afin de devenir radicalement réfractaires à l'inoculation des sophismes bourgeois ; afin, aussi, de comprendre que, comme le mot de SOCIÉTÉ l'indique, le principe moteur de l'humanité est l'accord pour la lutte. — L'ASSOCIATION.

Comprenons aussi, que la SOCIÉTÉ est l'agglomération des individus qui la constituent et qu'elle n'a pas de vie propre et indépendante en dehors d'eux ; par conséquent, il ne peut être question de poursuivre un bonheur social, autre que le bonheur individuel des êtres humains composant la société.

## LE GROUPEMENT DE PRODUCTION EMBRYON SOCIAL

### (Les Dérivatifs civiques et démocratiques)

L'accord pour la lutte, l'entente pour la vie, étant reconnus comme le pivot social, il s'ensuit que le mode d'agrégation de la société est le GROUPEMENT, et, pour que l'épanouissement de l'individu ne soit pas contrarié, pour qu'il suive toujours une ligne ascendante, il est nécessaire que la forme de groupement soit en complet rapport avec les fonctions économiques.

Ces fonctions se présentent, pour l'être humain, sous deux aspects irréductibles :

- 1° CONSOMMATEUR ;
- 2° PRODUCTEUR.

On naît consommateur, — on devient producteur. Tel est le processus normal.

CONSOMMATEUR. — L'être humain doit pouvoir l'être à sa guise et ne devoir, en cette fonction, re-

lever que de ses besoins, dont la satisfaction se subordonne forcément aux possibilités. La consommation est la mesure du développement social : plus intense elle est pour chacun et plus élevé est le niveau du bien-être.

Il s'en faut que, dans la société actuelle, la consommation soit pratiquée selon ces indications. Bien loin d'être libre, elle est soumise à des prohibitions et des entraves qui ne s'aplanissent que moyennant finances. Or, comme « l'argent » est accaparé par la classe dirigeante, c'est elle qui, grâce aux privilèges dont elle jouit, consomme selon son bon plaisir. Par contre, le travailleur, qui a rendu consommables les produits naturels, — et ce, au bénéfice du capitaliste dont il est le salarié, — est mis dans l'impossibilité de consommer à son gré.

Cette iniquité est intolérable. Il est monstrueux que des individus — sauf les enfants, les malades et les vieillards, — puissent consommer sans produire. Il est monstrueux aussi, que les producteurs réels soient sevrés de la possibilité de consommation.

Quoique la consommation prime la production, — puisqu'on consomme bien avant d'être en âge de produire, — dans l'organisation sociale il y a nécessité de renverser les termes et de mettre la production au point de départ.

Le PRODUCTEUR est la base de tout, il remplit la fonction organique essentielle, grâce à laquelle se perpétue la société. Il est donc la cellule initiale de la vie économique et c'est son contact et son accord avec les producteurs dont l'action s'accomplit dans le même plan que le sien — c'est-à-dire même industrie, même métier, effort similaire — qui vont révéler le lien de solidarité dont le réseau s'étend à la collectivité humaine.

Cette entente forcée et logique entre producteurs réalise le GROUPEMENT DE PRODUCTION, qui est la pierre angulaire de la société. Nulle autre forme d'agglomération n'a un tel caractère de nécessité ; toutes sont d'essence secondaire. Seul, il est primordial et inéluctable et, seul, il apparaît comme le noyau social, le centre de l'activité économique. Mais, pour que la fonction du groupement de production s'accomplisse normalement, il faut qu'il constitue un grandissement de l'individu et qu'il

n'aboutisse jamais, et sous aucun prétexte, à une diminution de son autonomie.

Certes, la constatation du rôle primordial que joue dans la société le producteur et le groupement dont, à ce titre, il est partie intégrante, est relativement nouvelle. L'identité d'intérêts et la communauté d'aspirations entre les producteurs, coordonnés selon leurs besoins, leurs activités professionnelles et leurs tendances, n'ont pas été, à toutes les époques, aussi tangibles que maintenant. La compréhension des phénomènes sociaux était entravée par l'ignorance, sans compter que le développement économique n'avait pas acquis l'acuité qu'il a de nos jours. Une autre cause d'entrave à cette compréhension provenait de la survivance du rôle prépondérant qu'avait joué antérieurement l'agrégat familial. A un moment du devenir de l'Humanité, — alors qu'elle n'était guère composée que de peuplades de chasseurs et de pasteurs — la famille avait, en effet, rempli la fonction de noyau social. Phénomène explicable par ce fait, qu'en ces lointains âges, la production — tant industrielle qu'agricole, — ne dépassait guère le rayon familial; de sorte que cet agglomérat suffisant aux besoins rudimentaires, l'échange n'était pas encore venu modifier les conditions d'existence.

Aujourd'hui ces conditions ont subi une telle transformation qu'il est impossible de considérer la famille comme noyau organique. Cela équivaldrait à légitimer tous les esclavages, car tous découleraient, par voie de conséquence, de l'Autorité que s'arroge du fait de sa Force et de son Ancestralité, le chef de famille.

D'ailleurs, nul ne songe à cette régression. C'est dans une autre direction que la Bourgeoisie, à l'aube de sa Révolution de 1789, tenta d'aiguiller les tendances à la sociabilité du peuple. Voulant de la chair à travail, — docile, souple, malléable et dénuée de toute force de résistance, — elle brisa les liens de solidarité réelle de la corporation, sous prétexte de déraciner des privilèges de métier, dont l'ancien régime avait favorisé l'éclosion. Puis, pour combler le vide qu'elle venait de creuser dans les consciences populaires et pour éviter la renaissance de l'idée d'association à base économique qu'elle redoutait, elle manœuvra pour substituer aux liens de solidarité effective, résultant de l'identité des intérêts, les

liens fictifs et décevants du civisme et du démocratisme.

La Religion qui, jusque-là, avait servi aux puissants de la terre à mater et à réfréner les tendances à l'amélioration qui impulsaient le peuple, fut renvoyée à l'arrière-plan. Non pas que la Bourgeoisie dédaignât la puissance abrutissante de ce « frein », mais elle le tenait pour système démodé et ayant fait son temps. Elle se piqua donc de voltairianisme et, tout en mangeant du curé, elle suggéra à la classe ouvrière des superstitions au moins aussi déprimantes que le christianisme. *Souveraineté Populaire !... Patrie !...* devinrent les idoles à la mode.

### Le Frein patriotique.

Dans la direction civique, la Bourgeoisie exalta la sentimentalité patriotique. Les liens idéologiques qui relient les hommes nés, grâce au hasard, entre les frontières variables d'un territoire déterminé, furent pronés comme les plus sacrés. On enseigna, sans rire, que le plus beau jour de la vie d'un patriote est celui où il a le plaisir de se faire égorger pour la patrie.

Ces hableries étaient pour illusionner le peuple et l'empêcher de réfléchir sur la valeur philosophique du virus moral qu'on lui inoculait. Grâce au bruit des trompettes, des tambours, des chants guerriers et des rotomontades chauvinardes, on le dressa à défendre ce qu'il n'a pas : le *patrioisme*. Le patriotisme ne s'explique qu'avec, pour tous les patriotes indistinctement, une part d'avoir social et rien n'est plus absurde qu'un *patriote sans patrioisme*. C'est pourtant ce que se résoud à être le prolétaire qui ne possède pas une motte de la terre du sol national; il s'ensuit que son patriotisme est un effet sans cause, — donc un cas pathologique.

Sous l'ancien régime, la carrière militaire était un métier comme un autre (simplement plus barbare) et l'armée — où l'on jouait fort peu de la guitare patriotique — était un salmigondis de mercenaires « marchant » pour la paye. Après la Révolution, on imagina l'*impôt du sang*, le *service obligatoire*... pour le peuple. C'était une déduction de l'hypothèse que, désormais, la patrie allait être « la chose de tous » ; or, elle a continué à être « la chose de quelques-uns » et ces « quelques-uns » ont, grâce au

nouveau système, résolu le problème de faire protéger leurs privilèges par les autres, — les spoliés de patrimoine.

Ici, en effet, apparaît une formidable contradiction. Les liens de nationalité, — dont la militarisation est la forme tangible, — et qu'on nous dit devoir tendre à la défense d'intérêts communs aboutissent à un résultat diamétralement opposé : à comprimer les aspirations de la classe ouvrière.

Ce n'est pas tant la frontière idéologique, qui parque les peuples en anglais, français, allemands, etc., que surveille l'Armée; c'est, principalement, la *frontière de la richesse* afin de maintenir les pauvres parqués dans la misère.

Il en résulte que les sentiments civiques sont au plus haut degré antisociaux; les accepter pour base sociale, serait se vouer à la barbarie.

### **Le Frein démocratique.**

Dans la direction démocratique, la Bourgeoisie s'est montré aussi machiavélique. Ayant conquis le pouvoir politique, qui lui assurait l'empire économique, elle n'eut garde de briser la mécanique d'oppression qui avait jusque-là fonctionné au profit de l'aristocratie. Elle se borna à recrépir la façade de l'Etat, de manière à en changer l'aspect et à le faire accepter comme un organe nouveau par le peuple.

Or, dans la société, il n'y a de réel que les fonctions économiques, adéquates aux individus et aux groupements utiles. Par conséquent, toute cristallisation extérieure, toute superfétation politique est une excroissance parasitaire et oppressive, — donc nuisible.

Mais, de cela, le peuple n'en avait pas la conscience. Aussi fût-il facile à duper.

La Bourgeoisie, dans l'intention d'entraver la floraison de la souveraineté économique, — réalité en germe dans la liberté d'association qu'elle venait d'étrangler, — dévia le peuple vers le mirage de la souveraineté politique, dont les manifestations impuissantes ne pouvaient gêner l'exploitation capitaliste.

La duperie a tellement bien réussi que la notion d'égalité politique, une des plus mystifiantes qu'il soit, a, durant un siècle, servi de calmant aux masses populaires. Il n'est pourtant pas, semble-t-il,

besoin de grande clairvoyance pour comprendre que le capitaliste et le prolo, le propriétaire terrier et le pauvre hère, ne sont pas égaux. L'égalité n'est pas réalisée, parce que les uns et les autres sont nantis d'un bulletin de vote.

Et la duperie continue! Elle continue au point qu'aujourd'hui encore, il en est — des meilleurs du peuple, — qui ont toujours confiance en ces chimères.

Ceux-là sont victimes d'une logique superficielle : le prestige des masses populaires qu'ils ont dénombrées et comparées à la faiblesse numérique de la minorité dirigeante, leur a fait supputer qu'il suffirait d'éduquer ces masses pour que triomphe le peuple, par le jeu normal des majorités.

Ils n'ont pas vu que le groupement démocratique, avec le suffrage universel pour base, n'est pas un agglomérat homogène et permanent et qu'il est impossible de le coordonner en vue d'une action persistante. Ce groupement rapproche, pour un temps fugace, des citoyens entre lesquels il n'y a pas identité d'intérêts, — tels le patron et l'ouvrier, — et quand il les réunit, il ne leur donne à prononcer que sur des abstractions ou des illusions.

L'incohérence des Parlements, leur ignorance des aspirations populaires, — et aussi leur impuissance, — sont des faits tellement ressassés qu'il est inutile d'y insister. Le résultat n'est pas meilleur lorsqu'on examine les conséquences du suffrage universel, dans le rayon municipal. Quelques exemples, brièvement signalés, le démontreront :

Depuis environ un quart de siècle, les municipalités rurales sont, en majeure partie, aux mains des paysans; les gros propriétaires ne se sont pas opposés à cette conquête, sachant que, grâce aux fatalités du milieu actuel, et grâce aux entraves apportées par le pouvoir central, rien d'efficace ne pourrait être tenté dans leur sein.

Dans les régions ouvrières où, sous la poussée socialiste, cette même conquête des municipalités a été réalisée, le bénéfice pour les travailleurs a été mince. Ces municipalités, annihilées par le gouvernement n'ont pu réaliser leur programme, — et les déceptions ont suivi! Puis, autre danger : le prolétariat de ces centres, orienté vers l'effort politique, a déployé toute son énergie en ce sens et il a négligé l'organisation économique. De sorte que les patrons, dont la férocité exploiteuse est sans

limites, ont tiré profit de ne pas trouver, pour leur résister, un bloc syndical actif et vigoureux.

Dans le Nord (à Roubaix, Armentières, etc., où les municipalités sont, ou ont été socialistes), les salaires sont effroyablement bas. Dans les Ardennes, mêmes constatations : là, des Syndicats nombreux avaient été constitués, mais, s'étant presque complètement laissés absorber par la politique, ils ont perdu la force de résister au patron.

A toutes ces tares, le démocratisation en ajoute une plus grande, si possible :

Le progrès, tout notre passé historique le démontre, est la conséquence des efforts révolutionnaires des minorités conscientes. Or, le démocratisation organise l'étouffement des minorités, au profit des majorités moutonnières et conservatrices.

Donc, le démocratisation, avec son suffrage universel et sa souveraineté politique, aboutit à cimenter l'esclavage économique de la classe ouvrière.

\*  
\*\*

L'œuvre de déviation du mouvement économique, tentée par la Bourgeoisie, ne pouvait être que momentanée. Le groupement corporatif n'est pas le résultat d'une culture artificielle; il naît et se développe, spontanément et fatalement, dans tous les milieux. On le trouve dans l'Antiquité, comme au Moyen-Age et comme de nos jours. Et partout on constate que son développement a été enrayé par les privilégiés qui redoutant la puissance d'expansion de ce groupement, prenaient à son égard des mesures prohibitives, sans cependant réussir à l'extirper.

Il n'y a pas à s'étonner que l'association corporative ait une vitalité si intense; son anéantissement définitif est impossible à réaliser par cela seul que, pour y parvenir, il faudrait anéantir la société elle-même. En effet, le groupe corporatif a ses racines dans le mode de production et il en découle normalement. Or, comme l'association pour la production est une nécessité inéluctable, comment pourrait-il être possible que les travailleurs, agglomérés pour la production, bornassent leur coordination aux contacts et aux relations seulement utiles au patron qui bénéficie de leur exploitation en commun? Puisque, pour satisfaire aux intérêts capitalistes on les a constitués en un faisceau économique, il faudrait

qu'ils eussent une mentalité de mollusques pour ne pas avoir la jugeotte d'outrepasser dans leurs relations entre exploités les limites posées par le patron.

Fatalement, les ouvriers doués d'un tantinet de bon sens devaient être amenés à constater l'antagonisme flagrant qui les pose. — eux, producteurs — en ennemis irréductibles de l'employeur; ils sont les Volés, le patron est le Voleur.

Donc, entre eux, le désaccord est si radical que, seuls, des politiciens ou des larbins patronaux peuvent débagouler sur « l'Entente entre le Capital et le Travail ».

En outre, les salariés ne pouvaient pas être longtemps à reconnaître que la rapacité patronale est d'autant plus exigeante que la résistance ouvrière est plus faible. Or, il est de facile constatation que l'isolement du salarié constitue son maximum de faiblesse. Par conséquent, l'agglomération pour la production ayant déjà appris aux exploités à apprécier les bienfaits de l'association, ils n'avaient besoin que de volonté et d'initiative pour créer le groupement de défense prolétarienne. — le SYNDICAT.

Ils en apprécieront bientôt la valeur : la Bourgeoisie, qui ne redoute guère le « Peuple Electeur » était contrainte par le « Peuple syndiqué » à reconnaître le droit de coalition et la liberté syndicale.

En raison même de ces premiers résultats, des tentatives répétées ont été faites pour écarter la classe ouvrière de l'orientation syndicale. Malgré ces manœuvres, le rôle du Syndicat s'est clarifié et précisé, — si bien que, désormais, on peut le définir comme suit :

Dans le milieu actuel, sa mission permanente est de défendre la corporation contre toute diminution de vitalité, — c'est-à-dire, contre toute réduction de salaires, augmentation de la durée du travail, etc.; puis, aussi, à la défensive ajoutant l'offensive, il se préoccupe d'accroître la somme de bien-être de la corporation, — ce qui ne se peut réaliser que par un empiètement sur les privilèges capitalistes et constitue une sorte d'expropriation partielle.

Outre cette besogne d'incessantes escarmouches, le Syndicat se préoccupe de l'œuvre d'émancipation intégrale dont il sera l'agent efficace; elle consistera à prendre possession des richesses sociales, aujourd'hui accaparées par la Bourgeoisie, et à réorganiser

la société sur des bases communistes, de façon qu'avec le minimum d'efforts productifs, soit obtenu le maximum de bien-être.

## LE DROIT SYNDICAL

Voici le Syndicat constitué. Dans une corporation déterminée, une infime minorité d'audacieux ont eu le tempérament de se dresser en face des capitalistes et de créer un groupement de résistance.

Quelle va être l'attitude de cette poignée de militants? Vont-ils attendre, pour poser leurs revendications, d'avoir rallié à eux, sinon la totalité, du moins la majorité de leurs camarades de la corporation?

C'est ce qu'ils feraient s'ils transportaient dans le domaine économique les préjugés majoritaires qui sont en honneur dans le domaine politique.

Seulement, comme les nécessités de la lutte sont plus impérieuses que les sophismes démocratiques, la logique de la Vie les entraîne à l'action vers des voies nouvelles et contradictoires avec les formules politiciennes dont on les a saturés. Et il n'est pas besoin, pour qu'il en soit ainsi, que ces militants aient une dose considérable de « conscience »; il suffit que les formules et les abstractions ne les paralysent pas.

On a même vu, en une circonstance grave, le politicien Basly rendre hommage aux principes syndicalistes et réclamer leur application. Il va sans dire que c'était, chez lui, pure roublardise et qu'il avait escompté de cette manœuvre une déconsidération des tendances révolutionnaires. C'était en 1901, au Congrès des mineurs qui se tint à Lens et où se discutait la question de la Grève Générale corporative. Pour enrayer le mouvement, Basly proposa de recourir à un referendum et, rompant avec les théories démocratiques, il fit décider que le nombre des non-votants serait ajouté au chiffre de la majorité.

On eut fort étonné ce politicien, qui se croit roublard, en lui expliquant qu'au lieu d'avoir usé d'une finasserie (dont le résultat tourna à sa confusion) il venait d'agir en révolutionnaire et s'était inspiré des théories syndicalistes. En effet, en cette circonstance, Basly dédaigna l'opinion des inconscients et reconnut qu'ils sont des zéros humains qui s'ajou-

tent à la droite des unités conscientes, — des êtres inertes dont les forces latentes n'entrent en branle que sous le choc que leur impriment les énergiques et les audacieux.

Cette manière de voir est la négation des théories démocratiques qui, proclamant l'égalité des droits pour tous les hommes, enseignent que la souveraineté populaire se dégage grâce au suffrage universel. Basly ne s'en rendit pas compte! Se trouvant dans un milieu économique, il s'imprégna de son atmosphère et oublia, pour un instant, ses théories politiciennes.

Il est, d'ailleurs, utile d'observer que, jamais le démocratisme n'a été en vogue dans les groupements corporatifs. Mis en face des nécessités sociales, les militants des Syndicats y ont donné la solution que le bon sens indiquait. Leur action a donc précédé la formulation des principes du syndicalisme.

Jamais, des travailleurs syndiqués n'ont supposé qu'il leur faille d'abord rallier la quasi unanimité de la corporation, puis, procéder à une consultation en règle pour, ensuite, conformer leur action à l'expression de la majorité. Ils se sont groupés, le plus nombreux possible et ont formulé leurs vœux, sans tenir compte des inconscients.

Rien de plus normal! Nous devons distinguer entre le Droit théorique et abstrait que le Démocratisme fait luire à nos yeux et entre le Droit réel et tangible, qui n'est que la totalisation de nos intérêts et dont la proclamation a pour point de départ un acte de conscience individuelle.

Le Droit qu'a tout individu de se dresser contre l'oppression et l'exploitation est imprescriptible. Celui-là serait-il seul contre tous, que son droit de revendication et de révolte resterait intangible. S'il plait aux foules de courber l'échine sous le joug, de lécher les pieds de leurs maîtres, qu'importe! L'homme qui abhorre ces platitudes et qui, ne voulant pas les subir, se redresse et se révolte, — celui-là a raison contre tous! Son droit est lumineux, formel, incontestable, — et le Droit des foules apâties, tant qu'il se borne à être le *Droit à l'Esclavage*, est une quantité négligeable qui ne peut lui être opposé. Pour celles-ci, le Droit ne commencera à prendre corps et à être respectable que le jour où, lassées d'obéir et de travailler pour les autres, elles songeront à se révolter.

Par conséquent, chaque fois que se constitue un groupement où se trouvent en contact des hommes conscients, ils n'ont pas à tenir compte de l'apathie de la masse. Il est déjà assez regrettable que les inconscients se refusent à user de leurs droits, sans encore leur reconnaître l'étrange privilège d'entraver la proclamation et la réalisation du Droit des conscients.

Très naturellement, — et sans que la théorie en ait été élaborée *a priori* — c'est en s'inspirant de ces idées directrices que se sont constitués, ont agi et agissent toujours les Syndicats.

Il en découle que le *Droit Syndical* n'a rien de commun avec le *Droit Démocratique*.

Celui-ci est l'expression des majorités inconscientes qui font bloc pour étouffer les minorités conscientes; en vertu du dogme de la souveraineté populaire et, quoique ayant posé comme point de départ que tous les hommes sont frères et égaux, il aboutit à sanctionner l'esclavage économique et à opprimer les hommes d'initiative, de progrès, de science, de liberté.

Le *Droit Syndical* est tout l'opposé !

Il part de la souveraineté individuelle, de l'autonomie de l'être humain, et il aboutit à l'entente pour la vie, — à la solidarité. De sorte que sa conséquence logique et inéluctable est la réalisation de la liberté et de l'égalité sociales.

On conçoit donc qu'en vertu de leur souveraineté individuelle qui, dans le Syndicat, s'est fortifiée au contact de souverainetés identiques, les travailleurs n'attendent pas pour manifester leur volonté l'assentiment de la totalité de la corporation : ils pensent et agissent en son nom, — tout comme si leur bloc était réellement composé de cette totalité. Par extension logique, ils sont amenés à penser et à agir comme s'ils étaient la totalité de la classe ouvrière, le peuple entier.

D'ailleurs, ce qui indique combien les militants syndicalistes sont fondés à se considérer comme synthétisant les aspirations et les vœux de tous, c'est que, lorsque les circonstances l'exigent, — en cas de conflit avec le patron, par exemple, — les non syndiqués prennent le chemin du Syndicat et viennent spontanément se grouper et batailler à côté des camarades qui, avec patience et énergie, ont préparé l'action.

Les non-syndiqués, les inconscients, n'ont donc

pas à s'effusquer de cette sorte de tutelle morale que les « conscients » s'arrogent. Les militants n'éliminent aucune bonne volonté et ceux qui pourraient souffrir d'être tenus pour quantité négligeable n'ont qu'à se soustraire à cette infériorité en sortant de leur isolement, en secouant leur inertie, — en venant au Syndicat.

Au surplus, les tardigrades seraient mal venus à récriminer, car ils profitent des résultats acquis par les camarades conscients et militants, — et ils en bénéficient sans avoir eu à pâtir de la lutte.

Cette extension à tous, des profits de l'action de quelques-uns, prouve la supériorité du *Droit syndical* sur le *Droit Démocratique*. Que nous sommes loin des pauvretés bourgeoises qui spécifient que chacun est l'ouvrier de sa destinée. Dans la classe ouvrière, chacun a la conscience qu'en militant pour soi, il travaille pour tous et il ne vient à l'idée d'aucun d'y trouver motif à récrimination ou à inaction.

Les travailleurs dédaignent les étroitesse et les mesquineries de l'égoïsme bourgeois qui, sous prétexte d'épanouissement individuel, engendre misère et mort, tarit les sources de vie; convaincus que l'entente pour la vie est la condition de tout progrès social, ils identifient leur intérêt à l'intérêt commun. C'est pourquoi, quand ils agissent c'est, non point en leur nom personnel, mais au nom de la corporation dont ils portent les destinées. Par extension logique, ils ne bornent pas leur activité au cercle corporatif, mais ils l'étendent à la classe ouvrière toute entière et ils posent des revendications générales. Aussi quand ils arrachent une amélioration au Capitalisme, ils entendent que tous en bénéficient, — tous ! — les non-syndiqués, les inconscients, même les *jaunes* !

Ce sentiment de large fraternité, cette compréhension si profondément humaine de l'accord social, érigent en beauté le syndicalisme. Sa supériorité sur les principes démocratiques, qui n'engendrent que vilenies, luttes fratricides, désaccord social, est indiscutable.

Ainsi, le *Droit syndical* s'indique comme l'expression du Droit nouveau, profondément humain, sourdant des consciences populaires et qui, face aux anciens dogmes, prépare la renaissance sociale : L'éclosion d'une société où au régime oppressif de la Loi sera substitué le régime des libres contrats.

consentis par les intéressés et perfectibles ou révocables à leur gré; où, à la production capitaliste, le fédéralisme économique, — réalisé par la cohésion des groupements de production, — assurera à l'être humain, le maximum de bien-être et de liberté.

---

## CONCLUSION

---

Il serait plus exact de dire : « Entrée en matières... »

En effet, dans les pages qui précèdent, j'ai essayé de définir les notions directrices du Syndicalisme. Le plus important reste à faire :

Montrer la concordance de l'action syndicale avec les théories syndicalistes et, par l'accumulation des faits et des exemples prouver que, — même inconsciemment quelquefois, — les Syndicats s'inspirent de ces notions.

Montrer ensuite que la mise en application de ces notions directrices a, dans la société actuelle une considérable répercussion et que, face aux organismes anciens, que la décrépitude gagne, se développent les germes de la société nouvelle où l'être humain évoluera sans entraves au sein des groupements autonomes.

Ce sera le sujet des brochures qui vont suivre.

EMILE POUGET.